

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SECURITE SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Michèle Bonnechère : Les plans de départs volontaires.

Patrick Henriot : Incidence de la grève sur la rémunération de cadres au forfait jours (Observations du Ministère public sous CA Paris, 12 novembre 2009, *Giat Industries*).

Jérôme Porta : Le juge et l'éthique : l'affirmation d'un contrôle (à propos des codes de conduite et alertes professionnelles).

JURISPRUDENCE

Voir notamment :

La clause de mobilité utilisée pour licencier des salariés à l'occasion de transferts volontaires entre faux sous-traitants.

**Conseil de prud'hommes de Grenoble (Ind. - Dép.) 16 novembre 2009 ;
Conseil de prud'hommes de Nancy (Act. div. - Dép.) 7 septembre 2009** -
Note Pascal Rennes (p. 252)

Un accord collectif prétendant disposer des droits individuels des salariés est dépourvu d'objet, il doit être annulé.

Cour d'appel de Paris (P. 6 ch. 2) 3 décembre 2009 - Note Arnaud Mazières
(p. 267)

L'employeur ne peut en aucun cas s'arroger le pouvoir de réquisitionner des salariés grévistes.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 décembre 2009 - Note Jérôme Ferraro
(p. 278)

La liberté syndicale aux prises avec la liberté d'expression.

Cour européenne des droits de l'Homme 8 décembre 2009 -
Note Barbara Palli (p. 281)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Procédure prud'homale : Extraits de décisions sélectionnés et commentés par
Daniel Boulmier.



Doctrine :

Les plans de départs volontaires, par **Michèle Bonnechère**, Professeur à l'Université d'Evry, Val d'Essonne 229

Incidence de la grève sur la rémunération de cadres au forfait jours (CA Paris, 12 novembre 2009, *Giat Industries*), Observations du Ministère public, par **Patrick Henriot**, Substitut général à la Cour d'appel de Paris 237
Annexe : GREVE – Retenue sur la rémunération – Proportionnalité – Existence d'un forfait-jours – Incidence – Dispositions de l'accord d'entreprise RTT sur les absences inférieures à la demi-journée.

COUR D'APPEL DE PARIS (Pôle 6 - Chambre 2) 12 novembre 2009 241

Le juge et l'éthique : l'affirmation d'un contrôle (à propos des codes de conduite et alertes professionnelles), par **Jérôme Porta**, Maître de conférences à l'Université Paris-Ouest Nanterre la Défense 244
Annexe : 1° CONTRAT DE TRAVAIL – Pouvoir de direction de l'employeur – Restriction aux libertés fondamentales – Liberté d'expression – Contrôle et surveillance des salariés – Dispositif d'alerte professionnelle.
2° INFORMATIQUE ET LIBERTES – Traitement automatisé d'informations nominatives – Autorisation unique de la CNIL – Mesures d'informations – Nécessité – Portée.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 8 décembre 2009 248

Jurisprudence :

COMITE D'ENTREPRISE – Représentant syndical au CE – Désignation – Conditions – Liste commune aux élections – Droit pour chaque syndicat de désigner un représentant.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 4 novembre 2009 250
Note **Claudy Ménard** 251

CONTRAT DE TRAVAIL – Définition du rapport salarial – Transfert conventionnel d'entreprise – Clause de mobilité – Opposition du salarié à la mise en œuvre de la clause (deux espèces) – Faux sous-traitant – Perte de marché – Prêt illicite de main-d'œuvre – Réintégration dans l'entreprise utilisatrice ou réparation du préjudice (première espèce) – Société de gardiennage – Transfert partiel – Salarié élu délégué du personnel dans l'entreprise utilisatrice – Ignorance du statut de salarié protégé par les sociétés de gardiennage – Licenciement pour cause réelle et sérieuse (deuxième espèce).

Première espèce : **CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE GRENOBLE (Section Industrie - Départage) 16 novembre 2009** 252
Deuxième espèce : **CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE NANCY (Section Activités diverses - Départage), 7 septembre 2009** 256
Note **Pascal Rennes** 258

CONTRAT DE TRAVAIL – Démonstrateur de grand magasin – 1° Prêt illicite de main d'œuvre – Affectation indifférente – Défaut de spécificité – 2° Marchandage – Absence de bénéficiaire du statut social du donneur d'ordres.

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BAYONNE (Ch. correct.) 19 mars 2009 260
Note **Paul Riandey**, Avocat au Barreau d'Orléans 264

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Santé au travail – Médecin du travail – Avis sur l'aptitude – Notion et portée – Avis d'aptitude avec restrictions – Contestation – Recours administratif devant l'inspecteur du travail – Caractère exclusif.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 10 novembre 2009 265
Note **Arnaud Mazières** 266

1° CONVENTION ET ACCORD COLLECTIFS – Clause en défaveur des salariés – Novation de CDI en CDD – Rupture du CDI d'un commun accord – Renonciation – Validité.	
2° CONTRAT A DURÉE DÉTERMINÉE – CDD d'usage – Affectation à un poste lié à l'activité normale et permanente (non) – Salarié antérieurement employé sous contrat intermittent – Licéité (non).	
COUR D'APPEL DE PARIS (Pôle 6 - Ch. 2) 3 décembre 2009	267
Note Arnaud Mazières	269
Sous-note 1 : ENTREPRISES PUBLIQUES – Statut réglementaire d'ordre public – Transport aérien – Statut collectif de travail – Renonciation par avance – Interdiction.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 8 avril 2009	272
Sous-note 2 : LICENCIEMENT – Renonciation par avance aux règles protectrices – Interdiction – Conclusion d'un contrat à durée déterminée au cours de l'exécution d'un contrat à durée indéterminée.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 25 mars 2009	273
1° DISCRIMINATION – Discrimination homme/femme – Rémunération - Rattrapage de salaire – Exécution déloyale du contrat.	
2° TRIBUNAUX – Intervention de la Halde – Recevabilité.	
CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE BORDEAUX (Encadrement - Départage) 16 octobre 2009	273
Note Rachel Spire , Avocate au Barreau du Val d'Oise	277
GREVE – Pouvoirs de l'employeur – Réquisition d'un salarié – Dispositions du règlement intérieur – Participation à service minimum de sécurité – Refus du salarié – Sanction (non) .	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 15 décembre 2009	278
Note Jérôme Ferraro , Avocat au Barreau de Marseille	278
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Liberté d'expression – Restriction – Tract – Caractère injurieux – Licenciement à titre de rétorsion.	
COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME 8 décembre 2009	281
Note Barbara Palli , Maître de conférences à l'Université de Metz	282
TRAVAIL TEMPORAIRE – Contrat de mission – Requalification en contrat à durée indéterminée – Rappel de salaires pour les périodes intermédiaires sans travail – Conditions.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 10 novembre 2009	284
Note Rachel Lokiec	285
Chronique jurisprudentielle :	
Procédure prud'homale - Extrait de décision sélectionné et commenté par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université Nancy-2, Co-auteur du Lamy Prud'hommes	
FRAIS PROFESSIONNEL : c'est le salarié qui paie la note.	
Cour de cassation, 29 septembre 2009 (pourvoi n° 07-45.722)	287

<http://sites.google.com/site/droitouvrier>